

**Décret n° 76-17 du 9 janvier 1976
modifiant le décret 75-455 du 24 avril 1955 rendant
obligatoire, pour tous les employeurs, et pour tous les
travailleurs, l'affiliation à un régime de retraite**

Le Président de la République

- Vu la Constitution, notamment en ses articles 37 et 65;
 - Vu le Code du travail, notamment en ses articles 11, 16, 18, 22 à 26, 87, 129 à 131 et 163 ;
 - Vu le Code de la Sécurité Sociale ;
 - Vu la loi N° 75-50 du 03 Avril 1975 relative aux institutions de prévoyance sociale, notamment son article 16 ;
 - Vu le décret n° 75-455 du 24 Avril 1975 rendant obligatoire, pour tous les employeurs et pour tous les travailleurs, l'affiliation à un régime de retraite ;
 - Vu l'avis du Conseil consultatif national du Travail et de la Sécurité sociale en sa séance du 27 Mars 1974 ;
 - Vu l'avis n° 74-01 du 26 Avril 1974 du Conseil économique et social ;
- La Cour suprême entendue en sa séance du 12 Décembre 1975 sur le rapport du Ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi,

DÉCRÈTE :

Article 1 : Les articles 11 et 21 du décret N° 75-455 du 24 Avril 1975 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

"Article 11 - Les entreprises ou employeurs relevant des catégories professionnelles soumises au présent règlement et qui jusqu'alors n'étaient pas adhérents d'un régime conventionnel de retraite, sont tenus d'apporter leur participation au fonds collectif".

"Le montant de cette participation au fonds collectif, entièrement à la charge des employeurs, et indépendant des cotisations patronales et salariales qui demeurent dues, en tout état de cause, à leur échéance sous les sanctions de la loi et du décret, sera égal à une majoration de 150 % de la totalité de la cotisation (quote-part patronale plus quote-part salariale) sur une période d'un

an à compter de la date d'application du présent décret, et, en ce qui concerne les entreprises nouvellement créées, à compter de la date d'affiliation si celle-ci est postérieure au 1er Janvier 1976".

"Le paiement de la majoration de 150 % ci-dessus est échelonné sur une période de quatre ans".

"Toutefois, l'Institution pourra, en cas de nécessité, accorder aux employeurs qui en feront la demande dûment justifiée des délais de paiement étalés sur une période plus longue".

"Art. 21 - Le présent décret entrera en vigueur le 1er Janvier 1976".

Article 2 : Le Ministre d'Etat, chargé des Finances et des Affaires économiques et le Ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar, le 09 Janvier 1976